

INTERNET, SOURCE DE L'EXPLOITATION CAPITALISTE ?

LE 11 MARS 2010 ARNO

La soucoupe accueille Arno, auteur du *Scarabée*, vieux de la vieille du web français (1996 !). Dans ce billet, il exprime son désaccord avec le théoricien des médias Matteo Pasquinelli, qui a récemment expliqué sa thèse dans une interview d'*Écrans* intitulée « Nous n'exploitons pas le réseau, c'est le réseau qui nous exploite ».



What Next ? (CC) Ben Heine

La soucoupe accueille Arno, auteur du *Scarabée*, vieux de la vieille du web français (1996 !). Dans ce billet, il exprime son désaccord avec le théoricien des médias Matteo Pasquinelli, qui a récemment expliqué sa thèse dans une interview d'*Écrans* intitulée « Nous n'exploitons pas le réseau, c'est le réseau qui nous exploite ».

Écrans, dans *Libération*, a publié mercredi une interview de Matteo Pasquinelli, « théoricien des médias », titrée « Nous n'exploitons pas le réseau, c'est le réseau qui nous exploite ».

L'interview est censée illustrer un article de Marie Lechner, « Effet de serfs sur la Toile ». L'article pose la question :

“

Internet serait-il en train de devenir la matrice d'un nouveau système féodal, où une poignée de grands seigneurs exploitent des légions de serfs ? Et non cette société de pairs tant célébrée ?

”

L'argumentaire se contente de répéter un article de **Pierre Lazuly** publié en août 2006 par *le Monde diplomatique* : « **Télétravail à prix bradés sur Internet** ». Mais là où l'ami Lazuly pré sentait un phénomène alors peu connu et se contentait de conclusions sur ce phénomène spécifique, l'article d'*Écrans* extrapole sur la dénonciation d'un « mythe » de l'internet (« cette société de pairs tant célébrée » — mais qui a réellement célébré cela ?) en se basant non sur une démonstration, mais sur des extraits d'une unique interview avec Matteo Pasquinelli.

“

Similairement, l'économie du parasite immatériel n'est pas basée sur l'exploitation directe ou l'extorsion, mais sur la rente, estime le théoricien. La rente serait le nouveau modèle économique dominant du capitalisme cognitif et d'Internet. Pour schématiser, le profit est le revenu obtenu par la vente de biens ; la rente, le revenu fourni par

l'exploitation monopolistique d'espaces.



Or, cette « innovation » conceptuelle n'a rien de nouveau, malgré l'omniprésence, paraît-il, des mythes égalitaires de l'internet. Mais qui soutenait ces mythes, sinon *Libération* en 1999-2000 ? C'est exactement ce que nous disions, dans notre « tir de barrage » collectif (à l'époque : *uZine, le Scarabée, les Chroniques du menteur, l'Ornitho, Périphéries*). Voir par exemple mon billet intitulé « **Au secours, mon fils entrepreneute est en train de se noyer !** » (mai 2000) :



On trouve toujours autant d'articles dans la presse pour présenter ces concepts novateurs, révolutionnaires. Pourquoi ne pas dire tout simplement qu'on veut accélérer l'établissement du néolibéralisme et marchandiser ce bien public qu'est le savoir ? Pourquoi ne pas le dire simplement : nous allons privatiser et raréfier ce bien public, et établir des monopoles de l'information ?



Tout le monde sait que le développement du réseau ne s'est pas fait de manière magique, indépendante du monde physique. **On sait depuis les années 1990 que la massification des accès est largement liée à des intérêts de développement capitaliste.**

Même parmi les grands anciens du Web français, il n'y a jamais eu de naïveté sur ce point. Ainsi Laurent Chemla publiait-il ses « **Confessions d'un voleur** » en 2002 :



Je suis un voleur. Je vends des noms de domaine. Je gagne beaucoup d'argent en vendant à un public qui n'y comprend rien une simple manipulation informatique qui consiste à ajouter une ligne dans une base de données. Et je vais gagner bien davantage encore quand, la pénurie artificielle ayant atteint son but, le commerce mondial décidera d'ouvrir quelques nouveaux TLD qui attireront tous ceux qui ont raté le virage du .com et qui ne voudront pas rater le virage suivant.



On peut même penser que son aspect « liberté d'expression », désormais accessible à tous, se retrouve dans les besoins capitalistes et néolibéraux : un développement capitaliste de l'internet qui, pour une large part, récupère l'argument libertaire de la possibilité d'expression publique individuelle (tant qu'elle ne rentre pas en concurrence avec ses intérêts), l'exploite à son profit et, même, en fait un argument marketing de son propre développement (ce qui, évidemment, permet ensuite la dénonciation des « libéraux-libertaires » sur la base de cette récupération).

L'article se termine ainsi sur une citation de l'interview :



« À l'époque féodale, c'était l'exploitation de terres cultivées par des paysans, à l'âge d'Internet, c'est l'exploitation d'espaces immatériels cultivés par des producteurs culturels, prosumers [consommateurs producteurs, ndlr] et partisans de la "free culture". »



Et voilà : l'amalgame entre une « free culture » et sa récupération par le capitalisme permet de dénoncer l'ensemble : les libertaires et autres partisans de l'accès des individus à l'expression publique ne seraient ainsi que des idiots utiles du capitalisme néolibéral, rebaptisé ici « néoféodalisme ».

Notons cette remarque pertinente d'un participant du forum, Oliviu, qui anéantit en un paragraphe cette idée de « néoféodalisme » de l'internet :



La comparaison avec le servage ne tient pas. Le serf est obligé de travailler pour le seigneur pour avoir le droit d'habiter sur ses terres. L'internaute peut « habiter » internet comme il l'entend : y résider, y passer, trouver des informations, glander... Et c'est (la plupart du temps) gratuit, et on ne lui impose rien en échange (en dehors de payer un abonnement, et encore...). C'est l'internaute qui décide de ce qu'il veut faire ou pas pour les « seigneurs », bénévolement. C'est valable aussi bien pour les contenus monétisés dont vous parlez que pour wikipedia, par exemple.



Photo **A. Diez Herrero** sur Flickr

Venons en à l'interview de Matteo Pasquinelli. Nous apprenons que :



*Matteo Pasquinelli est chercheur à la Queen Mary University de Londres. Dans son livre **Animals Spirits**, le théoricien des médias identifie les conflits sociaux et les modèles économiques à l'œuvre derrière la rhétorique de la culture libre.*



La **présentation du livre** sur le site de l'auteur devrait déjà inquiéter :



After a decade of digital fetishism, the spectres of the financial and energy crisis have also affected new media culture and brought into question the autonomy of networks. Yet activism and the art world still celebrate Creative Commons and the 'creative cities' as the new ideals for the Internet generation. Unmasking the animal spirits of the commons, Matteo Pasquinelli identifies the key social conflicts and business models at work behind the rhetoric of Free Culture. The corporate parasite infiltrating file-sharing networks, the hydra of gentrification in 'creative cities' such as Berlin and the bicephalous nature of the Internet with its pornographic underworld are three untold dimensions of contemporary 'politics of the common'. Against the latent puritanism of authors like Baudrillard and Zizek, constantly quoted by both artists and activists, Animal Spirits draws a conceptual 'book of beasts'. In a world system shaped by a turbulent stock market, Pasquinelli unleashes a politically incorrect grammar for the coming generation of the new commons.



Voilà donc un briseur de tabous (*digital fetishism*) qui dénonce les Creative Commons, les « villes créatives » et la « Free Culture ». Excusez l'a priori, mais on a l'habitude aujourd'hui de se méfier de ces briseurs de tabous qui osent le « politiquement incorrect », de Dominique Wolton à Nicolas Sarkozy. Un discours qui, sous des atours de dénonciation du néolibéralisme (le titre *Animal spirits* renvoie à une expression forgée par Keynes en 1936), des communautarismes, de l'exclusion, s'attaque en fait directement à ceux qui tentent réellement des approches alternatives au néolibéralisme.

L'interview commence par une question à la noix :



Dans votre livre, vous critiquez le « digitalisme » contemporain, soit la croyance selon laquelle Internet est un espace libre de toute forme d'exploitation, qui nous mènerait naturellement vers une société du don.



Quel est ce « digitalisme » contemporain, qui le soutient, où peut-on lire ce genre de lubies ? On n'en saura rien. C'est le principe du brisage de tabou : le tabou n'a pas besoin d'exister, il suffit de le dénoncer.

Réponse peu intéressante, mais qui explique :



Si, dans les années 90, nous faisons le rêve politique d'une autonomie du réseau, aujourd'hui, nous ne faisons que survivre dans un paysage dominé par les monopoles.



« Survivre dans un paysage dominé par les monopoles », est-ce que cela prend par exemple en compte le fait que je puisse louer, auprès d'une petite entreprise, immédiatement et le plus simplement du monde, un serveur Web relié en permanence au réseau,

tournant avec des logiciels libres, y installer des outils de publication en ligne totalement libres, et pouvoir toucher potentiellement des millions de lecteurs, cela pour le même prix qu'un abonnement à une chaîne de télévision privée ? Alors qu'auparavant, pour le même prix, j'aurais pu imprimer environ 200 photocopies A4 que j'aurais dû scotcher sur les murs (en espérant éviter une amende pour affichage sauvage).

Admettons cependant qu'avec mon serveur personnel, ma page personnelle, mes milliers de lecteurs, etc., je sois comme un rat en train de survivre au milieu de la Babylone capitaliste du Web.

Quels sont les monopoles sur le Web ? Quelle est leur viabilité économique ? Que rôle joue la concurrence entre ces monopoles ? Il est toujours facile d'extrapoler à partir du cas Google, en oubliant qu'il est le seul acteur de sa dimension sur l'internet, qu'il est aussi quasiment le seul rentable, et que par ailleurs une seule de ses activités (la publicité en ligne) est rentable (et finance toutes ses autres activités).

Depuis la fin des années 90 et la première vague de startups, **l'économie capitaliste de l'internet fonctionne systématiquement sur ce modèle : investissement massif initial (capital-risque) pour tenter d'établir un monopole de fait sur un secteur du marché.** C'est ce que je décrivais en février 2000 sous le titre « **Les principes généraux d'une belle arnaque** », et qui est désormais connu sous le nom « Modèle IPO » :

“

L'activité d'une start-up, autant du point de vue de l'entrepreneuse que du capital-risqueur, est donc toute entière tournée vers la séduction des marchés financiers : le but n'est pas la création de richesses et d'emplois, la rentabilité productive ni le progrès des compétences (laissons tout cela aux idéalistes !), mais l'intoxication des investisseurs lors de l'introduction sur le marché. L'activité de l'entreprise (vendre des bidules, rerouter des emails, héberger des sites...) est donc secondaire dans cette optique (et, de toute façon, peu rentable) : ça n'est que l'alibi d'un mensonge spéculatif plus vaste. Il ne s'agit pas, en quelques années, de réellement valoir quelque chose, mais de faire croire au marché que l'on vaut quelque chose.

”

Pour l'instant, la plupart des « monopoles » de l'internet suivent toujours ce modèle de développement, sans réelle rentabilité, mais avec un développement fulgurant à base d'ouvertures du capital. L'explosion de la première bulle internet nous a débarrassés de la première vague de start-ups. On ne sait pas ce qui arrivera à la nouvelle vague, mais **dénoncer les monopoles d'aujourd'hui comme un fait économique, politique et social accompli immuable c'est, à nouveau, oublier les relations capitalistes qui régissent ces monopoles.**

On bouffait déjà de la « destruction créatrice » en 2000, théorie qui date du siècle dernier (Joseph Schumpeter, 1942) : le développement capitaliste des entreprises vise à l'établissement de monopoles temporaires de fait, monopoles qui seront inexorablement détruits et remplacés par l'évolution technique et capitaliste. Il faut croire que, dix ans plus tard, par quelques changements capitaliste magique, on devrait être convaincus que des monopoles sans rentabilité sont là pour toujours.

Question suivante :

“

Dans son livre la Richesse des réseaux, Yochai Benkler déclare que l'information n'est pas en concurrence, et prédit un mode de production non compétitif. Vous réfutez ce credo.

”

Là, je suis content de voir citer un livre publié en 2009 **pour dénoncer une innovation conceptuelle, la non-rivalité de l'information**. C'est pourtant l'une des théories à la noix qu'on nous fourguait déjà lors de la première vague de développement de la nouvelle économie, et j'y consacrais une longue partie de « Au secours, mon fils entrepreneur... » en 2000.

Le théoricien des médias dénonce donc ici un mythe déjà dénoncé il y a dix ans, et que la chute de la première bulle spéculative de l'internet a déjà, dans la pratique, mise à bas.

Mattheo Pasquinelli :



Regardez les travailleurs cognitifs et les freelances créatifs de la prétendue génération laptop. Ont-ils l'air de ne pas être en concurrence ?



Mais **quel rapport entre la non-rivalité de l'information et la non-concurrence entre ceux qui la produisent ?** Personne n'a jamais confondu les deux (à part un providentiel livre de 2009 qui découvrirait une vieille lune et un « mode de production non compétitif »), et même ceux qui théorisaient la non-rivalité de l'information la liaient à la concurrence des entreprises qui la produisent pour justifier les investissements capitalistes des startups. L'idée (même fausse) étant qu'il fallait investir massivement, à perte pour une longue période, pour dévorer les monopoles qui, ensuite, vendraient ce produit dont la vente peut être répétée à l'infini (puisque l'on peut vendre exactement le même produit dématérialisé plusieurs fois, alors qu'on ne peut vendre un disque physique qu'à un seul client — il faut fabriquer un second disque physique pour un second client).

De fait, la confusion entre la non-rivalité d'un bien et la non-concurrence des producteurs n'a jamais existé, bien au contraire. **C'est la concurrence même des producteurs d'un bien non-rival qui a justifié les investissements capitalistes sur le Web depuis dix ans.** C'est un « mythe » inexistant qui est ici dénoncé.

La question suivante entend dénoncer « l'exploitation parasitaire de l'économie immatérielle par l'économie matérielle ». Rien de nouveau, mais on note :



Prenons les réseaux peer to peer. Ils sabotent les revenus de l'industrie du disque mais, en même temps, ils établissent un nouveau commerce, celui des lecteurs mp3 et iPods.



Cette dénonciation des réseaux peer to peer revient dans le point suivant :



Un exemple basique : le numérique a changé le monde de la musique d'une manière néoféodale. Les réseaux peer to peer ont affecté à la fois les grands noms de l'industrie musicale et l'underground. Le numérique a rendu la scène musicale plus compétitive et polarisée, seuls quelques noms peuvent survivre dans un marché où les disques ne se vendent plus.



Si, évidemment, le progrès technique influe sur l'économie de la musique, **l'idée que ce sont les réseaux peer to peer qui « sabotent les revenus de l'industrie du disque » et provoquent son passage dans une structure « néoféodale » est grotesque.**

Seuls les tenants les plus obtus de Hadopi pensent cela et peinent à le démontrer. On a le droit de penser que la structure de l'industrie du disque était « féodale » bien avant l'arrivée du numérique (et que l'arrivée du numérique pourrait être une alternative à la dépendance absolue des artistes face aux industriels), et que le numérique augmente la consommation marchande des biens culturels tout en renforçant la concurrence entre ces biens (les dépenses consacrées aux biens culturels augmentent largement, mais le disque est concurrencé par les autres dépenses dans les moyens de communication, les jeux vidéo, les abonnements à la télévision, les DVD, etc.).

Puis de dénoncer la gentrification des « villes créatives » :



Prenez les « villes créatives » et observez le processus de gentrification. Le grand vainqueur de ce capital symbolique collectif produit par les multitudes de créatifs branchés est le marché de l'immobilier.



Ou comment inverser totalement les causes et les effets (et on se demande quel est le rapport avec le développement de l'internet). La gentrification des espaces urbains est analysée, par exemple, **dans cette étude**. Certes, les acteurs peuvent (sommairement) être qualifiés de « créatifs branchés » :



La gentrification parisienne est donc principalement menée par des acteurs privés à travers la réhabilitation de l'habitat populaire (Clerval, 2008b). Ce sont notamment des artistes et des architectes à la recherche de locaux professionnels qui investissent les anciens espaces artisanaux et industriels de l'Est parisien dès la fin des années 1970, parfois dans le sillage du mouvement des squats de cette décennie (Vivant et Charmes, 2008). Mais plus largement, à la même époque, des ménages des classes moyennes – parmi lesquels les professions culturelles sont sur-représentées – acquièrent des logements dans un quartier populaire et les réhabilitent (Bidou, 1984)



Mais les causes ne sont pas les « créatifs branchés » eux-mêmes, mais des facteurs structurels de l'emploi et du logement :



Comme ailleurs, la gentrification des quartiers populaires parisiens s'explique par plusieurs facteurs structurels dans le domaine de l'emploi ou du logement. Le plus évident est la baisse continue du nombre d'emplois d'ouvriers en Île-de-France et à Paris depuis les années 1960. Elle s'accompagne de la baisse du nombre d'emplois peu qualifiés du tertiaire (employés) à Paris depuis les années 1980, tandis que les emplois de cadres et de professions intellectuelles supérieures (CPIS) augmentent considérablement dans la même période (Rhein, 2007 ; Clerval, 2008b). Cette transformation de la structure des emplois en Île-de-France s'explique elle-même par la recomposition de la division internationale du travail, accélérée par les

politiques macro-économiques néo-libérales depuis les années 1980 : la déréglementation et l'intégration internationale de l'économie favorisent la mise en concurrence de la main-d'œuvre ouvrière à l'échelle mondiale et facilitent la globalisation de la production industrielle, tandis que la métropolisation qui en découle entraîne la concentration des emplois qualifiés en Île-de-France. Cependant, la transformation de la structure des emplois ne suffit pas à expliquer la sélection sociale croissante à l'œuvre dans l'espace résidentiel de Paris intramuros (Clerval, 2008b). Les structures du logement et du marché immobilier y accentuent les dynamiques opposées des CPIS et des catégories populaires (ouvriers et employés). L'habitat populaire ancien se dégrade sous l'effet des stratégies de rentabilisation à court terme des bailleurs ou de leur volonté de se dessaisir de leurs biens (en particulier des immeubles entiers). Les politiques de construction massive de logements sociaux en banlieue dans les années 1960-1970 ont entraîné un départ important des classes populaires parisiennes en périphérie et un effet de vacance dans les quartiers populaires. Ceux-ci sont en partie investis par des populations plus précaires, souvent immigrées, ou au contraire par des ménages gentrificateurs. Vacance partielle et dégradation de l'habitat créent un différentiel de rentabilité foncière (Smith, 1982) dans ces quartiers proches du centre : après leur investissement par les premiers gentrificateurs et l'apparition de commerces à la mode (Van Crieckingen et Fleury, 2006), de nombreux quartiers deviennent potentiellement lucratifs pour les investisseurs.



La gentrification n'est en aucune façon causée par les « créatifs branchés ». Ils en sont pour une part les acteurs visibles. Mais les causes réelles sont étrangères à ces acteurs. Écrire : « Le grand vainqueur de ce capital symbolique collectif produit par les multitudes de créatifs branchés est le marché de l'immobilier. » est une inversion de la réalité. Elle est bâtie, en gros, sur la même idée qui permet de prétendre que les libertaires sont la cause du néolibéralisme capitaliste sur le Web.



Photo **gordon (TK8316)** sur Flickr

Mais la fin de l'interview permet de comprendre pourquoi le théoricien séduit les journalistes :



On parle souvent de la crise de la classe ouvrière comme d'une entité politique. Mais ce qui se passe aujourd'hui sous nos yeux est une crise de la classe moyenne cognitive. Il y a un mot intéressant dans la théorie critique française, qui examine le capitalisme cognitif : « déclassement » – quand une classe sociale est rabaissée, perdant prestige

social et économique. En cette décennie du Net, nous faisons l'expérience d'un déclassé massif des travailleurs cognitifs devenus des travailleurs précaires. Le néoféodalisme est aussi cette dépossession des acteurs intermédiaires.



Ah, le monopole Google et la « décennie du net », moteurs du déclassé des « travailleurs cognitifs ». Au premier rang desquels, on s'en doute, les journalistes.

Mais la transformation des journalistes en « intellos précaires » n'a pas attendu « la décennie du Net ». Là encore, on confond acteurs et causes.

D'abord, il est évident qu'après avoir laminé les classes populaires (fin des années 70, début des années 80), le néolibéralisme s'attaquerait à la classe du dessus.

Le déclassé des diplômés est un phénomène qui n'a rien à voir avec le Net. Lire par exemple **cet article de Sciences humaines**.



Au début des années 2000, selon l'étude de Laurence Lizé, chercheuse à l'université Paris-I, environ un tiers des jeunes subissent une situation de déclassé. La plus forte croissance du phénomène se situe entre 1986 et 1995 et a particulièrement touché les titulaires d'un bac et d'un bac +2. La période de tassement de l'emploi entre 2001 et 2004 a quant à elle atteint plus sévèrement les plus diplômés : le pourcentage de diplômés du 3e cycle à devenir cadre est alors tombé de 85 % à 70 %.



Ce déclassé, en forte croissance entre 1986 et 1995 (faire moins bien que mes parents, à même niveau d'étude), d'ailleurs, j'en témoignais **ici même en 1996**.

Quant à la transformation de la presse et la précarisation des journalistes, là non plus **on n'a pas attendu « la décennie du Net » pour mettre en place les politiques néolibérales qui ont profondément changé la situation** : la libéralisation de la télévision et de la radio, c'est dans les années 1980, avec les modèles Bouygues et Berlusconi ; la mutation du quotidien *Le Monde* est bien entamée dans les années 90 ; la transformation de la presse en « groupes multimédias » à base d'investissements capitalistiques massifs se fait en même temps que la première bulle internet. Et on pourra lire de **nombreux billets de Narvic** pour se remémorer les choix stratégiques aberrants des entreprises de presse sur le Web, qui n'ont pas grand chose à voir avec une nature intrinsèque de l'internet.

Revenons sur la question des « creative commons » et de la « culture libre », qui n'est pas réellement traitée dans l'interview, mais semble centrale dans son livre. Il y a à nouveau une confusion : **les entreprises du « Web 2.0 » (pour simplifier) dont l'activité est fondée sur l'exploitation marchande de contenus générés par les usagers n'ont jamais mis les « creative commons » en avant.** Au contraire, toutes ont commencé par entretenir un flou vaguement artistique sur la propriété des contenus. **Ça n'est que sous la pression des usagers que sont apparus les exposés clairs des licences utilisées** ; une large partie des entreprises a alors explicité que, tout simplement, le contenu devenait la propriété du service marchand ; et une minorité a mis en avant la possibilité de passer ses créations sous Creative Commons (par exemple Flickr). Dans ce cas (l'utilisateur définit la licence de ses propres apports), les Creative Commons sont arrivées comme un moyen de formaliser une situation de fait en redonnant, a posteriori, un certain contrôle par l'utilisateur.

Avant cela, la situation emblématique a été **IMDB** ; cette énorme base de données alimentée par les usagers a été vendue à Amazon en 1998 : les milliers d'utilisateurs qui avaient fabriqué cette ressource documentaire phénoménale se sont sentis exploités lors de cette revente au profit des seuls créateurs « techniques » du service. Et sans la conscience apportée par la suite par les mouvements du libre et des Creative Commons au nécessaire contrôle des usagers sur les licences des sites contributifs, ils n'avaient aucune arme, ni juri

dique ni même conceptuelle, pour répondre à une telle situation.

Ça n'est donc pas la « free culture » qui a fabriqué ni permis l'exploitation commerciale du travail collectif. C'est au contraire elle qui tente de fournir des armes intellectuelles et juridiques aux contributeurs de ce travail collectif. Sans la « free culture », la question ne se poserait pas, et le transfert systématique des droits vers les entreprises serait aujourd'hui le seul modèle existant.

Un extrait d'un autre texte de Pasquinelli aborde le sujet de la « culture libre », « **Immaterial Civil War** » :



An example of the competition advantage in the digital domain is the Wired CD included with the November 2004 issue under the Creative Commons licences. Music tracks were donated by Beastie Boys, David Byrne, Gilberto Gil, etc. for free copying, sharing and sampling (see : <http://www.creativecommons.org/wired>). The neoliberal agenda of Wired magazine provides the clear coordinates for understanding that operation. Indeed, there are more examples of musicians and brain workers that associate their activity with copyleft, Creative Commons or file sharing on P2P networks. We only heard about the first runners, as it is no longer a novelty for those who came second. Anyway, there never is a total adherence to the Creative Commons crusade, it is always a hybrid strategy : I release part of my work as open and free to gain visibility and credibility, but not the whole work. Another strategy is that you can copy and distribute all this content, but not now, only in four months. And there are also people complaining about Creative Commons and Free Software being hijacked by corporations and majors – the point is that the world out there is full of bad music which is free to copy and distribute. No scandal, we have always suspected it was a race.



Parce que des néolibéraux utilisent l'argument libre, parce que des artistes de renommée mondiale (signés et liés contractuellement à leur major) diffusent une partie des morceaux à titre publicitaire sous cet emballage, en confondant Copyleft, Creative Commons, logiciels libres et réseaux P2P, en occultant la qualité et la richesse des productions « libres » par ailleurs, en oubliant que dans une société capitaliste aucun individu ne peut faire l'impasse sur les impératifs économiques qui pèsent quotidiennement sur lui, **il est aisé de conclure que la philosophie du libre n'est qu'une course de rats.**

Quant à l'aggravation de la cession des droits d'auteurs des journalistes sur l'internet, elle n'est pas non plus due aux militants du libre, mais aux lobbies de patrons de presse relayés par le législateur : « **Hadopi contre le droit d'auteur des journalistes : c'est confirmé** ». Difficile de trouver ici un rapport avec la philosophie des Creative Commons.

Évidemment, après la dénonciation des pseudos-tabous de l'internet, on peut se permettre de prétendre être le premier à réfléchir :



Nous devrions réellement commencer à discuter la production, l'extraction et l'accumulation de valeurs économiques réelles réalisées à partir des réseaux plutôt que de nous plaindre dans un idéalisme bon marché.



Tiens, je me demande bien **qui, avant Matteo Pasquinelli**, aurait bien pu « commencer à

discuter la production, l'extraction et l'accumulation de valeurs économiques réelles » dans une société en perpétuelle mutation ?



La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux. [...] Ce bouleversement continu de la production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes. Tous les rapports sociaux, figés et couverts de rouille, avec leur cortège de conceptions et d'idées antiques et vénérables, se dissolvent ; ceux qui les remplacent vieillissent avant d'avoir pu s'ossifier. Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés.



ARTICLE INITIALEMENT PUBLIÉ SUR LE SCARABÉE

1 ping

Most Tweeted Articles by Market Research Experts le 13 mars 2010 - 18:31

*[...] Torrent generic medicines * Will have 18 products in nine markets initi... 2 Tweets
Internet, source de l'exploitation capitaliste ? | Owni.fr La soucoupe accueil Arno,
auteur du Scarabée, vieux de la vieille du web français (1996 !). [...]*